



ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា

ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ

Royaume du Cambodge

Nation Religion Roi

ឯកសារទទួល

អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា

Chambres Extraordinaires au sein  
des Tribunaux Cambodgiens

ការិយាល័យសហចៅក្រមស៊ើបអង្កេត

Office of the Co-Investigating Judges  
Bureau des Co-juges d'instruction

សំណុំរឿងព្រហ្មទណ្ឌ

Criminal Case File /Dossier pénal

លេខ/No: 002/14-08-2006

លេខស៊ើបអង្កេត/Investigation/Instruction

លេខ/No: 001/18-07-2007-ECCC-OCIJ

<p>DOCUMENT RECEIVED/DOCUMENT REÇU</p> <p>ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ (Date of receipt/Date de réception): ..... 31 / 07 / 2008 .....</p> <p>ម៉ោង (Time/Heure): 09:00 .....</p> <p>មន្ត្រីទទួលបន្ទុកសំណុំរឿង/Case File Officer/L'agent chargé du dossier: C.A. FRY</p>
<p>សេចក្តីសម្រេចបញ្ជាក់ស្តីពីការស្នើសុំបញ្ជាក់ស្នើសុំ</p> <p>CERTIFIED COPY/COPIE CERTIFIÉE CONFORME</p> <p>Lawyer's Recognition Decision Décision d'accréditation d'avocat</p> <p>ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ (Date of certification): ..... 31 / 07 / 2008 .....</p> <p>មន្ត្រីទទួលបន្ទុកសំណុំរឿង/Case File Officer/L'agent chargé du dossier: C.A. FRY</p>

Nous, **YOU Bunleng** et **Marcel LEMONDE**, co-juges d'instruction des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens,

VU la Loi sur la création des CETC du 27 octobre 2004,

VU la règle 23 du Règlement intérieur des CETC,

VU l'enquête judiciaire menée contre **KAING Guek Eav**, alias **Duch**,

VU la désignation de Maîtres **KIM Mengkhy** et **Martine JACQUIN**, proposée par Mme. **MEASKETH Samphotre**, partie civile, en date du 22 juillet 2008, qui se sont déjà inscrits à l'Ordre des Avocats pour représenter les victimes devant les CETC, et l'acceptation de cette désignation par les deux avocats en date du 25 juillet 2008,

DÉCIDONS ce qui suit :

**D'ACCREDITER ET DE RECONNAÎTRE** Maîtres **KIM Mengkhy** et **Martine JACQUIN** comme co-avocats pour représenter la partie civile au stade de l'instruction devant les CETC.

Étant entendu qu'en tant qu'avocats de la partie civile, ils sont tenus de respecter les droits et les obligations suivants :

- **La participation à l'instruction** : Les avocats sont autorisés à représenter leur client au cours de sa participation à la procédure conformément au Règlement intérieur,

អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា មានទីតាំងស្ថិតនៅ ផ្លូវជាតិលេខ៤ សង្កាត់ ចោមចៅ ខណ្ឌ ដង្កោ ក្រុង ភ្នំពេញ ប្រអប់សំបុត្រលេខ៧១ ទូរស័ព្ទលេខ +៨៥៥(០)២៣ ២១៨៩១៤ ទូរសារលេខ +៨៥៥(០)២៣ ២១៨៩៤១។

Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia, National Road 4, Choam Chao, Dangkoa Phnom Penh

Mail Po Box 71, Phnom Penh Tel:+855(0)23 218914 Fax: +855(0) 23 218941.

Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, Route nationale 4, Choam Chao, Dangkoa, Phnom Penh

Boite postale 71, Phnom Penh. Tel: +855(0)23 218914 Fax: +855(0) 23 218941.

- **L'accès au dossier :** Les avocats ont le droit d'examiner le dossier original concernant l'instruction judiciaire à laquelle leur client est partie, et de s'en procurer copie, sur support papier ou électronique, durant les jours du travail et en satisfaisant aux conditions requises pour une bonne conduite devant les CETC. L'accès au dossier peut être organisé avec l'assistance de la partie civile ou d'un officier responsable du dossier, mais sous le contrôle d'un greffier. Les avocats sont autorisés à établir ou demander des copies des documents du dossier et de les emmener avec eux aux fins de discussion avec leur client, mais ne sont pas autorisés à remettre ces copies à leur client ou à d'autres personnes.
- **Le secret professionnel et judiciaire :** À travers la participation à la procédure de leur client en tant que membre de la partie civile, les avocats peuvent, tout comme leur client, prendre connaissance des informations confidentielles contenue dans le dossier. Or, il n'y a que les juges et les procureurs des CETC qui puissent décider de rendre ces informations publiques. Les avocats sont donc tenus de respecter le secret de l'instruction ainsi que leur propre déontologie professionnelle, qui leur interdit de divulguer les informations dont ils ont pris connaissance en examinant le dossier.
- **Le dépôt des documents :** Une fois que leur client est reconnu comme membre de la partie civile, les documents officiels doivent être déposés par l'intermédiaire de l'officier chargé du dossier, conformément à la directive pratique concernant le dépôt des documents. Les avocats recevront un message par courriel pour les avertir des documents qui sont inclus dans le dossier. À cette fin, ils sont invités à communiquer son adresse e-mail aux greffiers du bureau des co-juges d'instruction. Les documents leur seront remis sur support papier si, et seulement si ils ne sont pas en mesure de recevoir des courriels

Les règles et la directive pratique pour la participation de la partie civile peuvent être consultées et téléchargées sur le site d'internet de l'unité des victimes (<http://www.eccc.gov.kh/>). Pour toutes autres demandes d'assistance dans le cadre de la conduite de leur cause en tant que représentants de leur client devant les CETC, les avocats peuvent s'adresser à l'unité des victimes.

Phnom Penh, le 30 juillet 2008

Les co-juges d'instruction  
**Marcel LEMONDE**  
**YOU Bunleng**

លេខ/ No: D25/8/6

Nous, \_\_\_\_\_, officier judiciaire, avons remis cette décision à Maitres ..... le 2008.

**Destinataire**

**Délivré par**

Signature

Signature